

La « refondation » Ndiaye : en débattre ou la combattre ?

Le Président Macron a annoncé la mise en place d'un « Conseil National de la Refondation ». C'est au tour du ministre Ndiaye de tenter sa « refondation » de l'Ecole à travers une grande concertation, dès la rentrée prochaine, pour, dit-il, « *sortir le système éducatif de la morosité !* »

Comme s'il suffisait de débattre école par école, quartier par quartier, pour en finir avec le délabrement de l'Education nationale et la paupérisation de ses personnels !

Le ministre souhaite convoquer les personnels, mais aussi les parents, les élus et les associations, pour « *nouer des liens entre le scolaire et le périscolaire.* »

FO n'est pas dupe de la manœuvre, d'autant plus que la recette est connue. En 2003, le ministre Fillon avait mis en place une commission chargée d'organiser des débats locaux dans le cadre d'une « concertation nationale sur l'école ». 26 000 réunions au total qui avaient servi de caution au projet du gouvernement de l'époque : inscrire une « éducation aux choix dans l'emploi du temps des élèves », « renforcer la marge de manœuvre financière et pédagogique des collèges et lycées », et « donner aux écoles le statut d'établissement ». C'était déjà « l'école du futur » de Macron. N'oublions pas non plus que la Refondation Peillon avait mis en place les rythmes scolaires et la confusion entre le scolaire et le périscolaire. Et c'est vers cela que voudrait nous entraîner le ministre de l'Education nationale avec ses grands débats.

Commission Thélot, « Refondation » Peillon, « Grenelle » Blanquer : sous couvert de concerter la « communauté éducative », toutes ces tentatives d'imposer la destruction du cadre national et laïque de l'Ecole publique se sont heurtées à chaque fois à la résistance des personnels et de leurs syndicats.

Les personnels n'ont pas besoin de débattre école par école, établissement par établissement, service par service, du rôle de l'Ecole, de leurs missions, de leurs statuts. Ils ne veulent pas d'une école territorialisée, bornée par l'horizon du quartier.

Ce que veulent les personnels, c'est la satisfaction de leurs revendications :

Ils veulent l'augmentation des salaires de tous les personnels et donc l'augmentation du point d'indice, à la hauteur des pertes subies depuis des années.

Ils veulent le recrutement de personnels sous statut à hauteur des besoins.

Ils veulent le respect de leurs missions, définies dans le cadre du Statut général et de leurs statuts particuliers.

Ils veulent l'arrêt des mesures inégalitaires et en particulier la suppression du Bac Blanquer et de Parcoursup.

Ils ne veulent pas de l'expérimentation marseillaise généralisée : l'éducation doit rester nationale, laïque et républicaine.

La FNEC FP-FO n'accepte pas cette nouvelle « refondation » à la Macron-Ndiaye.

Elle fait le choix des revendications et de la résistance.